

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

RPM: Barro Chambrier en appelle à la mobilisation des forces du changement

C'EST entre autres ce qu'il faut retenir de la récente tournée dans la province de la Ngounié du président du Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM).



Photo: DR

Alexandre Barro Chambrier lors des échanges avec les populations.

O. N.
Libreville/Gabon

Le président du Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM), Alexandre Barro Chambrier, vient de boucler une nouvelle tournée dans la Ngounié où il a visité les principales localités de ladite province dont le chef-lieu Mouila. L'homme a également profité de l'occasion pour animer des causeries dans plusieurs villages. Ce périple, commencé le 11 juillet dernier, lui a permis d'échanger à nouveau avec les populations locales.

Partout où il est passé, ce dirigeant politique de l'opposition a évoqué plusieurs sujets parmi lesquels, la situation socio-économique du Gabon et la gouvernance du pouvoir en place. Tout comme il est revenu, au cours de ces échanges avec ses hôtes, sur les problématiques touchant directement au quotidien des populations visitées. Parmi celles-ci, on cite l'absence d'infrastructures, le conflit homme-faune, l'inflation galopante et son corollaire, la cherté de la vie, le chômage des jeunes, etc.

Toutes choses ayant conduit le président du RPM à inviter les

populations à soutenir le changement et l'alternance au sommet de l'État. Et à la mobilisation pour cette cause. "Il faut rester mobilisées et s'investir pleinement dans la lutte pour le changement. Ensemble tout est possible", a martelé l'ancien ministre de feu le président Omar Bongo Ondimba et ex-député (PDG) du 4e arrondissement de Libreville.

Soulignons que la nouvelle tournée à l'intérieur du pays d'Alexandre Barro Chambrier intervient à un peu plus d'un an des élections générales (présidentielle, législatives et locales) que devrait organiser le Gabon en 2023.

Race: cap sur l'intérieur du pays

ENA
Libreville/Gabon

Se définissant comme "la seule alternative crédible actuellement au Gabon pour son redressement", le bureau exécutif du Rassemblement autour du chrétien élu (Race) était en conclave le week-end dernier. C'était dans le but de réfléchir sur les axes stratégiques à déployer en vue d'atteindre ses objectifs lors des échéances électorales à venir.

Après avoir fait le constat déplorable que "les Chrétiens sont toujours demeurés en marge de la gestion des choses de la Cité", ils se sont dits convaincus qu'"il n'y a pas de projets politiques proposés par les hommes politiques actuels en vue du changement escompté. L'espoir pour l'heure n'est pas dans l'opposition, non plus", a déclaré un membre.

Mais les échanges autour du révérend Thierry Michel Mbandinga, président du mouvement,

ont porté essentiellement sur son déploiement à l'intérieur du pays.

Vu qu'à Libreville, de nombreux points focaux existent déjà qui sensibilisent les fidèles sur l'impératif d'adhérer à la vision formulée par Race. À l'intérieur du pays et selon de nombreux participants, plusieurs facteurs pourraient faciliter ces campagnes de sensibilisation et d'adhésion, étant donné que la plupart des communautés chrétiennes de Libreville qui font déjà partie de Race sont également représentées à l'intérieur du pays.

Ces antennes à rayonnement communal, départemental et provincial pourront bien s'acquitter de toutes les tâches de communication et de conscientisation des fidèles sur l'enjeu crucial qui gravite autour de l'espoir à apporter au pays. Mais pour ce faire, une tournée est envisagée dans chacune des provinces (département par département) pour faire entendre ce message.



Photo: Antoine ESSONNE N'DONG

Le bureau exécutif de Race lors de la réunion.

Tribune des partis politiques

Nouvelle épine

AU moment où plusieurs formations politiques se mobilisent et s'organisent dans la perspective des élections générales de 2023, l'une d'elles vient à nouveau de capter l'attention de l'opinion plutôt négativement. Il s'agit de l'Union nationale (UN), l'une des forces sérieuses de l'opposition. Un parti politique dans lequel la succession à la tête de l'exécutif du parti s'est faite de manière démocratique. Un fait rare dans le paysage politique gabonais. Voilà pourquoi cette écurie qui, jusque-là était dirigée par le "patriarche" Zacharie Myboto, a suscité admiration et respect.

L'élection de Paulette Missambo face à Paul-Marie Gondjout s'était manifestement faite dans la transparence. Son adversaire, non sans élégance, l'avait d'ailleurs immédiatement félicité. Au point où nombreux avaient applaudi et cru que l'UN avait réussi sa transition et que l'équipe de la native de Mulundu, dans l'Ogooué-Lolo, allait naviguer en

eaux calmes. Malheureusement, aujourd'hui tout porte à croire que nenni. Au contraire, l'ancienne ministre d'État sous feu Omar Bongo rencontre des difficultés à asseoir la sérénité dans les rangs du parti. Et pour cause, il y a d'abord le cas de son adversaire, Paul-Marie Gondjout dont certaines initiatives sont considérées par ses contempteurs comme relevant de l'indiscipline. Et comme si cela ne suffisait pas, la présidente de l'UN vient aussi d'être interpellée par une vingtaine d'élus de l'UN rassemblés au sein de ce qu'ils appellent "collectif d'élus de l'Union nationale".

Ces derniers, dans une correspondance à elle adressée parlent de "fracture quasi irrémédiable" au sein de l'UN. Tout comme ils font plusieurs griefs à leur présidente. Entre autres: des décisions jugées anti-statutaires, la délocalisation du siège de l'UN de ses anciens locaux, l'opération contestée des "réadhésions" des militants, etc.

"Nous regrettons le silence que vous affichez face aux nombreuses démarches entreprises par de bonnes volontés pour guérir la fracture qui s'est installée au sein du parti et constatons que nombre de décisions que vous avez prises depuis votre prise de fonction vous éloignent du mandat à vous assigné. Nous vous saurons gré des dispositions que vous voudriez bien prendre, dans l'urgence, pour y remédier", écrivent les signataires. Non sans menacer: "Le cas non échéant, Madame la présidente, nous pensons que chacun de nous devra tirer les conséquences qu'appellerait votre non-réaction".

Aux yeux de nombre d'analystes et autres observateurs de la vie politique gabonaise, cette initiative venant d'élus est à prendre au sérieux. Elle constitue une nouvelle épine dans le pied de Paulette Missambo.

ONDOUBA'NTSIBAH